

En difficulté, Macron joue la carte raciste et la matraque !

09 mai 2023, Gustave Roussy



Le gouvernement cherche toujours à tourner la page de la contre-réforme des retraites... Il peut même remercier les directions syndicales, qui ont accepté de rencontrer Macron le 17 mai, et qui ont fixé la prochaine journée de grève nationale le 6 juin seulement, malgré l'immense succès des manifestations du 1er mai. Mais la colère et la contestation sont loin d'être éteintes !

Les coups ne nous arrêtent pas !

Mis à part pour aller assister au couronnement d'un autre inutile, le nouveau roi d'Angleterre, Macron ne peut même plus annoncer ses déplacements à l'avance, de peur que ses visites se fassent dans le noir et au son des casseroles ! Au point que lorsqu'il s'est rendu le 4 mai à Saintes (Charente-Maritime) pour annoncer ses nouvelles attaques contre l'enseignement professionnel, ses équipes sont venues avec leur propre groupe électrogène. Tandis que les manifestants et manifestantes, y compris les agents du lycée qu'il visitait, ont été tenus à distance ! C'est le lot de l'ensemble de ses ministres et députés partout sur le territoire. Et les « casseroles » ne signifient pas la fin des grèves et des manifestations. La lutte continue sous différentes formes, des assemblées générales interprofessionnelles continuent de reconduire la grève, et de manifester, comme jeudi 11 mai, à l'appel des organisations de jeunesse.

Face à une contestation qui ne s'arrête pas, le pouvoir intensifie la répression : 540 personnes ont été arrêtées dans toute la France le 1er mai. Avec violence. La défenseure des droits, Claire Hédon, pourtant nommée par Macron, a elle-même dénoncé les « images absolument choquantes » des violences policières. La contrôleur générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, a dénoncé dans un rapport des « arrestations préventives » qui visent uniquement à intimider et à empêcher de manifester. Et comme ça ne suffit pas, Darmanin annonce sa volonté d'élargir encore l'arsenal répressif, avec une énième loi « anti-casseurs ». Des drones, des fichages, des arrestations préventives, des marqueurs ADN, cela ressemble à une mauvaise série du net.

Or la vraie violence, ce n'est pas celle qui peut s'exprimer parfois dans les manifestations : c'est celle de l'exploitation au travail, de la pauvreté, des salaires de misère, de la précarité, des suicides, des accidents du travail. C'est surtout celle de l'État qui défend vaillamment que vaillent les richesses d'une minorité d'exploiteurs, en écrasant ceux et celles qui osent dire non.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler partout et contacte-nous si tu as des idées ! =>

Darmanin sur les terres de l'extrême droite

Plus isolés que jamais, Macron et sa clique essaient de regrouper autour d'eux les forces les plus réactionnaires. Darmanin, qui avait déjà qualifié Marine Le Pen de « molle », déclare maintenant que la dirigeante néofasciste italienne Giorgia Meloni est « incapable de régler les problèmes migratoires » ! Lui qui a lancé une véritable chasse aux immigrés à Mayotte, planche toujours sur son projet de nouvelle loi immigration, afin de mieux exploiter les travailleurs et travailleuses immigrés, en faisant dépendre leur droit au séjour du bon vouloir des patrons. Faire diversion et diviser pour régner, en désignant certains comme responsables des difficultés des autres, renforcer la précarité et l'exploitation, maintenir un système de domination coloniale sur les pays les moins développés... Darmanin fait d'une pierre de nombreux sales coups.

Nos luttes n'ont ni patrie, ni frontières !

Mais la haine de l'équipe de Macron ne remplit pas les frigos. Alors ne nous trompons pas : leur programme c'est la guerre entre pauvres. Ne tombons pas dans son piège mortel : un travailleur qui peine à joindre les deux bouts n'a aucun intérêt commun avec un milliardaire, sous prétexte qu'ils seraient tous les deux français. Deux travailleuses subissent l'exploitation par leur patron de la même manière, même si elles n'ont pas la même nationalité ou origine.

Ce qui définit nos intérêts, ce ne sont ni nos origines, ni notre situation sur le territoire, mais notre place dans la société. Cette répression accrue, cette haine déversée cachent mal leur peur, car ils ont vu que nous pouvions être des millions à lutter. Nous aussi nous avons beaucoup appris : ensemble nous sommes une force, loin du Parlement et des salons de négociation confortables, dans la rue.

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital



Une prime mais pas pour tous

Fin avril, les salariés de GR ont reçu la prime de pouvoir d'achat ("prime Macron"). Mais qu'en est-il de tous les sous-traitants qui font tourner l'hôpital au même titre que les autres salariés ? Des primes, du salaire et pour tous, sans distinction de statut !

Des moyens pour l'hôpital, à GR et partout !

A l'hôpital de Brest, plusieurs syndicats ont appelé les soignants à se mettre en grève mardi pour protester contre la réorganisation du temps de travail. Les soignants dénoncent une mesure précipitée, pensée sans concertation avec les équipes soignantes... Tiens, ça fait penser à l'hôpital de jour de GR! Plus près de chez nous, une grève reconductible est aussi en cours aux urgences gynécologiques de l'hôpital Robert-Ballanger à Aulnay-sous-Bois pour dénoncer le manque de personnel, les conditions de travail, mais aussi pour réclamer une prime. A l'hôpital d'Ajaccio, les syndicats ont déposé vendredi 5 mai un préavis de grève pour l'amélioration des conditions de travail. De quoi donner des envies de coordination pour réclamer des moyens partout.

Négociations sur les salaires: c'est parti!

Comme chaque année les négociations à GR risquent de briller par leur morcellement : quelques euros par-ci pour certains salariés, quelques euros par-là pour les autres s'ils cochent toutes les cases nécessaires... La direction va encore sortir les mêmes discours : on ne peut pas augmenter les salaires globalement malgré l'inflation car c'est Unicancer qui décide. Mais Unicancer reçoit une enveloppe du Ministère, enveloppe qu'on peut toujours négocier! Et c'est sans parler des millions de dons que reçoit GR par an.. En 2021 par exemple, c'est 4,9 millions d'euros finalement non dépensés qui ont été reportés au budget 2022. Revendiquons 400€ d'augmentation pour tous!

Sans commentaire

Les soignants sont bien placés pour connaître les raisons de la situation dramatique dans les hôpitaux. Une enquête vient d'être publiée : 73 % des soignants expliquent la détérioration du système de soins par la surcharge de travail, 46 % par le manque de moyens mis à disposition

et 39 % par le moral en berne des soignants. Conséquence, comme le résume une revue : « la crise globale du système de santé en France pèse largement sur les conditions de travail des praticiens et sur les soins apportés aux patients ».

Non aux discriminations

Le gouvernement comme la droite ou l'extrême droite tirent à boulets rouges contre l'immigration. Depuis plusieurs années, ils limitent ou souhaitent supprimer un des seuls droits qu'ils aient : le droit à la santé avec l'AME (l'Aide Médicale d'État) réservée aux personnes sans titre de séjour. Il est de plus en plus difficile de l'obtenir. Conséquences : 64 % des personnes interrogées ont des difficultés pour se soigner faute de couverture de santé. Parmi elles, 7 sur 10 ont renoncé aux soins. Avec ou sans papiers, droit à la santé pour tous !

Fin de l'obligation vaccinale à l'hôpital

La Haute Autorité de santé a mis fin à l'obligation vaccinale pour les soignants, et donc aux suspensions sans traitement des soignants hospitaliers non-vaccinés. Si personne ne peut contester l'importance et l'utilité du vaccin, ces licenciements déguisés sont scandaleux car rien ne justifiait de priver d'emploi ces collègues. Plutôt que de combattre efficacement le coronavirus, Macron et son gouvernement ont préféré détourner leur responsabilité sur une partie des travailleurs.

Royaume-Uni : les anti-monarchistes jouent les trouble-fêtes

La police a procédé ce samedi à des dizaines d'arrestations en amont du couronnement de Charles III. Pour autant, 2 000 manifestants se sont rassemblés sous la statue de Charles Ier, à Trafalgar Square, au centre de Londres, en scandant « Ce n'est pas mon roi ! », « Abolissez la monarchie ». Preuve que tous les Britanniques ne sont pas abrutis par la propagande en faveur de la monarchie dont nous abreuvons les médias. D'ailleurs, selon un sondage publié l'an dernier, 38 % des personnes interrogées étaient hostiles ou indifférentes à la monarchie, proportion qui montait à 67 % chez les 18-24 ans. Et la jeunesse, c'est l'avenir.